

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL N°76-2021-044

SEINE-MARITIME

PUBLIÉ LE 19 FÉVRIER 2021

Sommaire

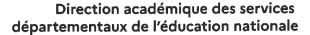
Préfecture de la Seine-Maritime - SIRACEDPC

76-2021-02-19-005 - Arrêté 2021-02-19-01 portant suspension de l'accueil des usagers de	pension de l'accueil des usagers de	
la classe de PS de l'école maternelle La Fontaine du Mesnil Esnard (2 pages)	Page 3	
76-2021-02-19-006 - Arrêté 2021-02-19-02 portant suspension de l'accueil des usagers de		
la GS de l'école maternelle Raymond Queneau de Saint Antoine la Forêt (2 pages)	Page 6	
76-2021-02-19-007 - Arrêté 2021-02-19-03 portant suspension de l'accueil des usagers de	;	
la classe de CP de l'école élémentaire d'Esclavelles (2 pages)	Page 9	

Préfecture de la Seine-Maritime - SIRACEDPC

76-2021-02-19-005

Arrêté 2021-02-19-01 portant suspension de l'accueil des usagers de la classe de PS de l'école maternelle La Fontaine du Mesnil Esnard





Arrêté n° 2021-02-19-01 du 19 février 2021 portant suspension de l'accueil des usagers de la classe de Petite section de l'école maternelle La Fontaine du Mesnil Esnard

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, Officier de la légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'éducation ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 modifiée organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 1^{er} ;

Vu la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 modifié autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifiés prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20-49 du 30 juin 2020 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;

Vu l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé et du directeur académique des services de l'éducation nationale.

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2;

Considérant l'état de la menace sanitaire liée au risque épidémique en cours dans le département de la Seine-Maritime ;

Considérant l'apparition d'un cas confirmé de contamination d'élève au virus SARS-COV-2 au sein de la classe de Petite section de l'école maternelle La Fontaine du Mesnil Esnard;

Considérant la nécessité de suspendre à titre temporaire l'accueil des usagers dans la classe de Petite section de l'école maternelle La Fontaine du Mesnil Esnard afin de limiter la propagation de l'épidémie.

Sur proposition de M. le directeur académique des services départementaux de l'éducation nationale,

ARRÊTE

Article 1 : L'accueil des usagers au sein la classe dans la classe de CP de l'école maternelle du Mesnil Esnard le vendredi 19 février 2021 .

Article 2: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 3: Le directeur académique des services de l'éducation nationale de la Seine-Maritime et le maire du Mesnil Esnard sont chargés, pour chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour le préfet, et par délégation, le sous-préfet, directeur de cabinet,

Benoît KEMAIRE

<u>Voies et délais de recours</u> - Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens », accessible par le site <u>www.telerecours.fr</u>

Préfecture de la Seine-Maritime - SIRACEDPC

76-2021-02-19-006

Arrêté 2021-02-19-02 portant suspension de l'accueil des usagers de la GS de l'école maternelle Raymond Queneau de Saint Antoine la Forêt





Arrêté n° 2021-02-19-02 du 19 février 2021 portant suspension de l'accueil des usagers de la classe de Grande section de l'école maternelle Raymond Queneau de Saint-Antoine-la-Forêt

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, Officier de la légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'éducation;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 modifiée organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 1^{er} ;

Vu la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 modifié autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifiés prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20-49 du 30 juin 2020 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime;

Vu l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé et du directeur académique des services de l'éducation nationale.

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2;

Considérant l'état de la menace sanitaire liée au risque épidémique en cours dans le département de la Seine-Maritime ;

Considérant l'apparition d'un cas confirmé de contamination d'élève au virus SARS-COV-2 au sein de la classe de Grande section de l'école maternelle Raymond Queneau de Saint-Antoine-la-Forêt;

Considérant la nécessité de suspendre à titre temporaire l'accueil des usagers dans la classe de Grande section de l'école maternelle Raymond Queneau de Saint-Antoine-la-Forêt afin de limiter la propagation de l'épidémie.

Sur proposition de M. le directeur académique des services départementaux de l'éducation nationale,

ARRÊTE

Article 1 : L'accueil des usagers au sein la classe dans la classe de Grande section de l'école maternelle Raymond Queneau de Saint-Antoine-la-Forêt le vendredi 19 février 2021 .

Article 2: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 3: Le directeur académique des services de l'éducation nationale de la Seine-Maritime et le maire de Saint-Antoine-la-Forêt sont chargés, pour chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour le préfet, et par délégation, le sous-préfet, directeur de cabinet,

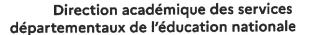
Benoît LEMAIRE

<u>Voies et délais de recours</u> - Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens », accessible par le site <u>www.telerecours.fr</u>

Préfecture de la Seine-Maritime - SIRACEDPC

76-2021-02-19-007

Arrêté 2021-02-19-03 portant suspension de l'accueil des usagers de la classe de CP de l'école élémentaire d'Esclavelles





Arrêté n° 2021-02-19-03 du 19 février 2021 portant suspension de l'accueil des usagers de la classe de CP de l'école élémentaire d'Esclavelles

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, Officier de la légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'éducation;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2020-856 du 9 juillet 2020 modifiée organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 1^{er} ;

Vu la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 modifié autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifiés prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20-49 du 30 juin 2020 portant délégation de signature à M. Benoît LEMAIRE, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime;

Vu l'avis du directeur général de l'agence régionale de santé et du directeur académique des services de l'éducation nationale.

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2;

Considérant l'état de la menace sanitaire liée au risque épidémique en cours dans le département de la Seine-Maritime ;

Considérant l'apparition d'un cas confirmé de contamination d'élève au virus SARS-COV-2 variant sud-africain au sein de la classe de CP de l'école élémentaire d'Esclavelles ;

Considérant la nécessité de suspendre à titre temporaire l'accueil des usagers dans la classe de CP de l'école élémentaire d'Esclavelles afin de limiter la propagation de l'épidémie.

Sur proposition de M. le directeur académique des services départementaux de l'éducation nationale,

ARRÊTE

Article 1 : L'accueil des usagers au sein la classe dans la classe de CP de l'école élémentaire d'Esclavelles le vendredi 19 février 2021 .

Article 2: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 3: Le directeur académique des services de l'éducation nationale de la Seine-Maritime et le maire d'Esclavelles sont chargés, pour chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Pour le préfet, et par délégation, le sous-préfet, directeur de cabinet,

Benoît LEMAIRE

<u>Voies et délais de recours</u> - Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens », accessible par le site <u>www.telerecours.fr</u>